La relance verte dans la pratique

Tracer la voie vers une transformation durable, inclusive et résiliente

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Euroclima+

En contribution à:

NDC PARTNERSHIP

On behalf of:

Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety

of the Federal Republic of Germany

cooperación alemana
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

En tant qu'entreprise fédérale, la GIZ aide le gouvernement fédéral à concrétiser ses objectifs en matière de coopération internationale pour le développement durable.

Publié par :
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 40
53113 Bonn, Allemagne
T +49 228 4460 - 0
F +49 228 4460 - 1766

Dag-Hammarskjöld-Weg 1 - 5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 6196 79 - 0
F +49 6196 79 - 1115

E info@giz.de
I www.giz.de

Auteurs:
Juliet Phillips, Felix Heilmann,
Alexander Reitzenstein, Ronan Palmer (E3G)

Contributions:
Mara Bieler, Silvia Brugger, Samyra Hachmann, Eva Hübner, Vanessa Moosmann, Bernhard Zymla (GIZ)

Remerciements :
Skylar Bee, Romeo Bertolini, Nicolás Cisneros, Maria Dumpert, Joaquim Leite, Amanda McKee (Unité d'appui au partenariat des CDN/NDC), Eike Meyer et Gabriele Wagner (GIZ, Projet de transformation vers l'économie verte de l'Initiative internationale pour le climat [IKI]), Dipankar Aich

Responsables :
Anna Schreyögg, directrice du Projet d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paris
Bernhard Zymla, directeur du programme GIZ-EUROCLIMA+

Conception graphique/mise en page :
Nu Visual Media Inc.
SCHUMACHER Brand + Interaction Design GmbH

Crédits photos/sources :
© Axel Fassio/CIFOR (Climate Visuals)

Liens URL :
La présente publication comporte des liens ou renvois vers des sites Internet externes.
Les contenus des sites externes liés relèvent de la responsabilité des fournisseurs ou hébergeurs de ces sites. Lors du premier référencement, la GIZ a vérifié si le contenu de tiers n'était pas de nature à entraîner une responsabilité civile ou pénale. Cependant, il ne saurait être raisonnablement envisagé de procéder à un contrôle permanent du contenu des sites liés en l'absence d'indices concrets de violation du droit. Si la GIZ constate ou si on lui signale qu'une offre externe pour laquelle elle a mis un lien à disposition soulève une responsabilité civile ou pénale, le lien correspondant sera immédiatement supprimé. Les opinions exprimées dans cette publication relèvent de la seule responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues du ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sûreté nucléaire ni l'opinion majoritaire des Parties à l'Accord de Paris.

E3G a réalisé ce travail grâce à la collaboration avec deux projets dans le cadre de l'Economic Advisory Initiative (Initiative de conseil économique) :

Le Projet d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paris (SPA) est exécuté par la GIZ et financé par le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Sûreté nucléaire (BMU) dans le cadre de son initiative internationale sur le climat (IKI).

EUROCLIMA+ est le programme phare de l'UE pour promouvoir la durabilité environnementale et la résilience face aux changements climatiques en Amérique latine. Le programme est mis en œuvre par des agences des États membres de l'UE (AECID, AFD, Expertise France, FIIAPP, GIZ) et des Nations unies (CEPALC et PNUE). Il est cofinancé par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Traduction française: Projet global NDC Assist II, exécuté par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et financé par le Ministère fédéral allemand de la Coopération Économique et du Développement (BMZ).

Berlin, Bruxelles, décembre 2020

1 La relance verte : de l'ambition à l'action

Ce document fournit un **cadre pratique qui présente les éléments clés d'une relance verte**. Il a pour ambition d'éclairer les efforts de conseiller·ère·s économiques déployés auprès de ministères et qui ont à cœur de promouvoir une reprise durable, inclusive et résiliente. Il s'inspire et s'inscrit dans une série de cadres et de définitions existants de l'ONU, du Partenariat des Nations unies en faveur d'une économie verte (PAGE), du FMI et de la Coalition des ministres des Finances pour l'action climatique, entre autres. Ce document présente tout d'abord le concept de relance verte, en exposant **l'importance et les avantages** d'intégrer cette thématique dans le travail des ministères de l'Économie, des Finances et de la Planification. Il détaille ensuite **les différentes composantes d'une relance verte**, en fournissant une liste pratique des parties prenantes, des outils et des résultats. Enfin, il résume **les points clés** dont les conseiller·ère·s économiques doivent tenir compte dans leurs missions.

La relance verte est un terme largement utilisé pour désigner les trains de mesures visant à pallier les conséquences sociales, économiques et politiques de la crise de COVID-19 d'une manière qui **ouvre la voie à des réformes structurelles à long terme et à un changement de cap vers la durabilité, la protection de la biodiversité, la résilience et la neutralité climatique.** Elle peut être réalisée par le biais de diverses institutions et approches juridiques et politiques, notamment en s'appuyant sur les outils existants mis au point dans le cadre des **approches établies de l'économie verte**.

Les faits montrent que **les mesures vertes peuvent stimuler la croissance économique, renforcer la cohésion sociale et accélérer la transition vers la neutralité climatique plus efficacement que les mesures de relance à forte intensité de carbone** (voir l'encadré 1). Une relance verte **sera cruciale pour faire progresser les programmes internationaux, nationaux et locaux**, notamment l'Accord de Paris et les contributions déterminées au niveau national (CDN), les objectifs de développement durable (ODD) et la Convention sur la diversité biologique (CDB). Les termes de « *reprise* » ou « *relance* » suggèrent un délai plus long et durable, au-delà des mesures de stabilisation à court terme appliquées au début de la pandémie. **C'est pourquoi le présent document se focalise sur les mesures à moyen et long terme, les investissements et les changements institutionnels** qui peuvent être réalisés.

Encadré 1 : Arguments clés en faveur d'une relance verte

Elle peut multiplier par trois le nombre d'emplois créés, par rapport à celui des investissements réalisés dans les combustibles fossiles.

Elle génère une croissance économique plus forte au lieu de stimuler uniquement la demande à court terme.

Elle assure un meilleur retour sur investissement et réduit les risques financiers.

Elle bénéficie d'un fort soutien du public, surtout en Inde (81 %) et au Mexique (80 %), ainsi que de la part des gouvernements des principales économies – dont l'UE, la Corée du Sud, le Japon et le gouvernement nouvellement élu des États-Unis.

Elle s'appuie sur des preuves scientifiques relatives aux crises climatiques et de la biodiversité et à la nécessité d'agir d'urgence au cours de cette décennie.

Elle peut aider à lutter contre la perte de biodiversité, qui crée de nombreux risques pour les sociétés et les économies, y compris le risque de futures pandémies.

Elle peut renforcer la cohésion sociale si elle est liée à des plans de transition équitables, assortis d'autres co-bénéfices sociaux tels qu'une amélioration de la santé.

Elle accroît la résilience des pays face aux crises futures, les pays en développement étant souvent particulièrement vulnérables aux risques climatiques physiques et transitoires.

Elle favorise le passage rapide à une économie verte et évite les actifs irrécupérables.

Les décisions prises pendant et après la pandémie seront essentielles pour déterminer s'il est possible pour des économies nationales de rester dans les limites écologiques. Les programmes de relance et les plans pour stimuler l'économie mis en place par les gouvernements peuvent bloquer de grandes quantités de fonds dans des programmes pluriannuels et des projets d'infrastructure. **Bien que l'on s'accorde de plus en plus à reconnaître les avantages d'une relance verte**, de nombreux gouvernements continuent de soutenir des stratégies de relance à forte intensité de carbone. Le suivi des efforts déployés actuellement suggère que les promesses de haut niveau visant à soutenir la relance verte ne sont souvent pas accompagnées de mesures concrètes et de financements (voir : Carbon Brief, Energy Policy Tracker, Greenness of Stimulus Index, FMI, OCDE, IAE Paris-Sorbonne Business School et Université d'Oxford). En outre, de nombreux pays sont freinés dans leurs efforts de reprise par des circonstances macroéconomiques. Pour cette raison, il importe que les ministères aient **les capacités, les connaissances et les ressources** nécessaires pour appuyer une relance verte efficace et réalisable.

Les pays ne sont pas tous dans la même position pour jeter les bases d'une relance verte. Certaines nations ont les moyens de mettre en place de vastes plans de relance, tandis que d'autres pourraient avoir du mal à répondre aux besoins fondamentaux de leurs citoyens et à stabiliser leur économie – et, afin de répondre à des besoins urgents, elles pourraient même réorienter les fonds destinés aux programmes de développement durable. D'autres circonstances nationales – telles que la disponibilité et l'accès aux ressources naturelles, la dynamique sociale, les trajectoires de décarbonisation possibles, la politique et la gouvernance – détermineront également les mesures spécifiques qui sont appropriées dans chaque pays.

Afin de faire les recommandations les plus appropriées, les conseiller·ère·s économiques peuvent d'abord **évaluer les impacts sociaux et économiques de la COVID-19** sur les pays dans lesquels ils travaillent. L'encadré 2 présente certains outils et ressources susceptibles d'être utilisés. Un tableau complet avec de nombreux exemples figure à l'annexe III. Cette analyse peut servir de point de départ à la formulation de conseils pour une relance verte. Elle aide à identifier les secteurs et les groupes sociaux les plus touchés par la crise actuelle, ce qui permet de déterminer les domaines prioritaires à traiter.

Encadré 2 : Outils pour la réalisation d'évaluations socio-économiques

L'Organisation internationale du travail (OIT) a fourni des directives et un modèle pour faciliter les études d'impact relatives à la COVID-19.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a compilé des rapports d'évaluation des impacts socio-économiques de la pandémie, assortis d'analyses régionales et nationales.

Les données de la Banque mondiale contiennent des informations en temps réel et des indicateurs statistiques relatifs à la Covid-19.

Les évaluations sectorielles ont été compilées par l'Association internationale de l'énergie, la CNUCED, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres organismes.

Les outils concernant la nature et le climat comprennent le Climate Action Tracker, qui évalue l'impact des mesures politiques sur les progrès réalisés en matière d'objectifs climatiques, et le Réseau environnement de Genève relatif à la Covid-19 et à l'environnement, qui donne un aperçu des recherches et des données relatives à la durabilité.

2 Qu'est-ce qui fait qu'une reprise est verte ?

Divers termes sont utilisés pour décrire une reprise économique transformatrice qui répond à la crise climatique et à celle de la biodiversité d'une manière inclusive et favorisant la justice sociale. Les termes couramment utilisés sont « *reprise ou relance verte* », « *construire en mieux* » et « *meilleure reprise* ». Il existe des différences basées sur les valeurs qui déterminent l'approche des différents pays, notamment des conceptions différentes de la prospérité économique et des modèles de développement humain, dont certains sont détaillés à l'annexe II.

Cette section décrit les éléments communs qui étayent une relance verte – **en fournissant une liste pratique des résultats** (graphique 1), **des parties prenantes** (tableau 1), **des façons de définir le terme « vert »** (tableau 2), **ainsi que des outils et des exemples** (tableau 3). La somme de ces éléments peut faciliter des transformations sociétales et économiques en vue d'une reprise résiliente, inclusive et durable. Comme indiqué plus haut, **il n'existe pas d'approche « universelle »** et les différents éléments doivent être adaptés aux circonstances régionales et locales. Différentes conceptions régionales d'une relance verte figurent à l'annexe I.

Implication des parties prenantes

Tout en reconnaissant que les conseillerèr.e.s économiques ne pourront pas interagir avec toutes les parties prenantes énumérées dans le tableau 1, il est néanmoins important qu'une relance verte implique un **engagement avec les acteurs et actrices de l'ensemble de la société.** Une approche progressive peut être envisagée. En règle générale, les parties prenantes devraient **d'abord être impliquées avant la prise de décision, par le biais de dialogues, de consultations et d'évaluations en continu**, en veillant à ce que les personnes les plus affectées – en particulier les groupes marginalisés et vulnérables – soient au centre de ces dialogues de manière inclusive. Cette approche pourrait être conforme aux meilleures pratiques, telles que le consentement libre, préalable et éclairé. Elle devrait également s'aligner sur une approche de transition juste, tenant compte des travailleurs et travailleuses et des communautés touchés par l'abandon des industries et des pratiques à forte intensité de carbone.

Graphique 1 : Résultats pour une relance verte

Comment définir les investissements verts et éviter les investissements à forte teneur en carbone

Il est important de rappeler qu'une **relance verte *exclut* nécessairement certaines activités et certains résultats** – par exemple, les investissements dans les combustibles fossiles ou les activités polluantes. Dans l'Union européenne (UE), le principe du **« ne pas nuire »** ou « principe d'innocuité » guidera la prise de décision sur la question de savoir si des mesures risquent de compromettre une relance verte. Diverses juridictions ont déployé des efforts pour **définir quelles activités sont vertes ou contribuent à une transition durable** par le biais d'instruments tels que les taxinomies et les normes relatives aux obligations vertes. La Chine prend la tête de l'harmonisation internationale des taxinomies au sein de la Plateforme internationale sur la finance durable.

Le tableau 2 présente quelques cadres et outils disponibles pouvant être utilisés dans un contexte de promotion d'une économie verte. **Une relance verte peut être considérée comme une manifestation condensée, concentrée et accélérée d'une économie verte** – et les boîtes à outils existantes peuvent être utilisées là où cela est possible, plutôt que de chercher à réinventer la roue.

Tableau 1 : Parties prenantes à mobiliser pour une relance verte

Quelles sont les parties prenantes qui peuvent être mobilisées pour une relance verte ?

Organismes internationaux

- Organismes de gouvernance internationale (par exemple PNUE, Groupe des 77, OIT, PNUD, ONUDI, UNITAR)
- Institutions financières internationales (par exemple, Fonds monétaire international, Banque interaméricaine de développement)
- Organismes d'aide internationaux (par exemple, Programme alimentaire mondial, Croix-Rouge)
- Forums internationaux de partage des connaissances et des technologies (par exemple Platform for Redesign 2020 (plateforme pour la refonte 2020), Global Green Growth Knowledge Platform (Plateforme mondiale de connaissances sur la croissance verte, Partenariat des Nations unies pour l'action en faveur d'une économie verte)

Organismes régionaux

- Banques régionales de développement (par exemple, Banque asiatique de développement)
- Organisations régionales de coopération (par exemple, Alliance du Pacifique)

Organismes nationaux

- Gouvernements centraux – en particulier les ministères des finances, de la planification et les ministères techniques concernés
- Banques centrales et régulateurs financiers
- Services publics, dont les organismes de santé et d'éducation
- Banques nationales de développement

Organismes infranationaux

- Gouvernements et conseils locaux
- Dirigeant·e·s municipaux·ale·s et administrations rurales

Secteur tertiaire

- Organisations de la société civile
- Universités

Secteur commercial

- Fabricant·e·s, industrie, autres entreprises (y compris PME, secteur informel)
- Chambres de commerce
- Associations nationales/régionales du secteur privé
- Institutions financières (prêteur·euse·s, investisseur·euse·s, etc.)
- Partenariats public-privé

Citoyens et communautés

- Communautés autochtones, en première ligne et marginalisées
- Femmes et jeunes
- Travailleur·euse·s migrant·e·s (y compris dans leur propre pays)
- Travailleur·euse·s et communautés touchés par des interventions et des transitions sectorielles

Tableau 2 : Outils et cadres politiques pour une économie verte

Outils et cadres politiques pour une économie verte

Pacte vert mondial du PNUE

Le concept d'économie verte est ancré dans le Pacte vert mondial du PNUE. Les caractéristiques d'une économie verte inclusive comprennent la durabilité environnementale, l'équité sociale, un cadre politique et juridique adapté, une économie et des investissements à faible émission de carbone et un changement de comportement en faveur d'une production et d'une consommation durables.

Modèle d'économie verte

Créé par le PNUE, la modélisation de l'économie verte est un outil qui : (a) établit une relation entre les objectifs politiques et les dimensions économiques, environnementales et sociales pertinentes ; (b) prévoit les impacts des mesures politiques ; (c) analyse les effets des politiques existantes et ; (d) identifie les synergies et les impacts intersectoriels des choix politiques.

Modèles de développement durable

Le développement durable a été défini de nombreuses façons, mais la définition la plus fréquemment citée est tirée de la publication « Notre avenir à tous », également connue sous le nom de Rapport Brundtland (1987) : « *un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.* »

Principe du « ne pas nuire » ou « principe d'innocuité » de l'UE

Ce principe stipule qu'aucun financement ne doit soutenir des activités qui nuisent aux objectifs environnementaux ou aux exigences sociales définies dans la taxinomie de l'UE sur le financement durable. Cette taxinomie est un outil destiné à aider les investisseur·euse·s, les entreprises et les émetteur·rice·s à s'orienter dans la transition vers une économie à faible intensité de carbone, résiliente et économe en ressources.

Cadre pour l'Alignement avec l'Accord de Paris

L'Accord de Paris de 2015 comprend l'engagement de rendre « les flux financiers compatibles avec une trajectoire menant à un développement à faibles émissions et résistant aux changements climatiques ». Des outils existent pour aligner les organismes financiers sur l'Accord de Paris et son objectif de limiter la hausse des températures à moins de 2°C, avec une ambition fixée à 1,5°C, y compris pour les banques de développement et autres institutions financières.

Le Pacte vert pour l'Europe

Une stratégie de croissance qui vise à transformer l'UE en une société équitable et prospère, dotée d'une économie compétitive et efficace en termes de ressources, qui n'émettra pas de gaz à effet de serre en 2050 et où la croissance économique est dissociée de l'utilisation des ressources. Ses objectifs concernent de nombreux secteurs, dont la construction, la biodiversité et l'alimentation. Le Pacte vert est utilisé par l'UE pour encadrer les efforts de relance.

Objectifs fondés sur la science

Les objectifs fondés sur des données scientifiques montrent aux entreprises combien et à quelle vitesse elles doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre pour prévenir les pires effets des changements climatiques. Cette initiative définit et promeut les meilleures pratiques, en proposant une gamme de ressources et de conseils pour la fixation d'objectifs, en évaluant de manière indépendante les objectifs des entreprises selon des critères stricts.

Tableau 3 : Outils et exemples relatifs à une relance verte

Quels sont les outils et les approches pouvant être envisagés pour une relance verte ?

Alignement et réforme de la planification nationale

- Utiliser les outils de planification existants, y compris les plans nationaux de développement durable
- Générer et/ou parfaire les stratégies nationales de croissance verte, les instruments de consommation et de production durables, et les stratégies nationales en matière de biodiversité
- Établir des plans de lutte contre les changements climatiques à moyen et long terme, alignés sur une transition équitable, intégrés dans les stratégies nationales de financement et de développement, ainsi que dans la planification macroéconomique
- Envisager de nouveaux paramètres pour définir le bien-être et le progrès économiques
- Déclarer un moratoire relatif aux nouvelles infrastructures de combustibles fossiles
- Améliorer la gestion des catastrophes et les systèmes d'alerte

Outils économiques, monétaires et fiscaux

Ministères des Finances et de la Planification

- Sélectionner les infrastructures publiques vertes et les programmes d'investissement retenus en fonction de leurs effets multiplicateurs majeurs
- Utiliser les outils de planification existants, notamment les plans nationaux de développement durable, les stratégies nationales de croissance verte, les instruments de consommation et de production durables et les instruments de marchés publics durables
- Intégrer des considérations de risque et de résilience dans la gestion macroéconomique
- Envisager une réforme fiscale verte et solidaire
- Augmenter les taxes pour les industries polluantes
- Supprimer les subventions aux combustibles fossiles
- Imposer un moratoire sur les investissements dans les combustibles fossiles
- Développer les industries et les marchés verts par le biais d'achats par le secteur public
- Accroître les capacités de planification d'une politique industrielle verte et de projets d'infrastructure verte
- Passer à des tarifs énergétiques reflétant les coûts, tout en protégeant les populations démunies.
- Encourager les achats verts par les organismes publics, en soutenant les chaînes d'approvisionnement durables

Banques centrales

- Appliquer la conditionnalité verte et sociale sur les prêts
- Inclure la problématique des changements climatiques dans la politique de stabilité économique
- Lancer des obligations vertes et des emprunts d'État verts, en tenant compte de la dette souveraine liée aux ODD
- S'assurer que les programmes d'achat d'actifs excluent des actifs à forte intensité de carbone
- Effectuer des tests de stress sur tous les portefeuilles en fonction des risques climatiques
- Créer un espace fiscal pour la transformation du système
- Fixer des ratios de capital, avec des ratios plus élevés pour la détention d'actifs à forte intensité de carbone
- Plafonner les prêts pour les combustibles fossiles, mettre fin aux prêts aux entreprises qui n'ont pas de stratégies de transition juste
- Envisager le recours à des monnaies numériques qui permettent le microfinancement de solutions écologiques et sociales

Quels sont les exemples dont on peut s'inspirer ?

- Le Plan national de décarbonisation du **Costa Rica** peut servir de modèle à une stratégie de relance verte soutenue par la Banque interaméricaine de développement.
- Le Rwanda a été le premier pays africain à soumettre à l'ONU un objectif climatique plus élevé, s'engageant à réduire ses émissions d'au moins 16 % d'ici à 2030 (mai 2020). Un aperçu des pays qui ont décidé de revoir leurs objectifs climatiques peut être trouvé **ici**.
- L'indice de bien-être de la Nouvelle-Zélande et le modèle Doughnut Economics adopté à **Amsterdam** et dans d'autres villes sont des exemples d'autres paramètres possibles pour définir le bien-être et le progrès économiques

- Exemples de secteurs que les programmes d'investissement dans les infrastructures publiques vertes pourraient inclure : électricité, transport, industrie, bâtiments (y compris l'efficacité énergétique, la climatisation et le chauffage), carburants, technologies à faible intensité de carbone, gestion des déchets, infrastructures publiques, éducation ; agriculture et sylviculture, tourisme, économie numérique.
- Le **Ghana** a lancé un processus d'élaboration d'un Plan national d'adaptation, sous la direction du ministère de l'Environnement, pour renforcer la résilience aux impacts climatiques. Il utilisera également ce processus pour s'assurer que les investissements de relance sont à « l'épreuve du climat » (juillet 2020).
- Le **Nigeria** a profité de l'effondrement des prix du pétrole au début de la crise pour supprimer les subventions aux carburants, dans une démarche qui devrait permettre d'économiser au moins 2 milliards de dollars US par an (mai 2020).
- L'**Indonésie** prévoit de proposer des sukuk verts au détail (investissements conformes à la charia) afin de lever 2 000 milliards de Rp (136,6 millions de dollars US) pour financer des projets verts et soutenir le budget de l'État à court d'argent afin de financer des mesures de relance verte, un processus mené par le ministère des Finances (octobre 2020).
- L'**Égypte** a lancé sa première obligation verte de 750 millions de dollars US, lors d'un événement auquel a assisté personnellement le ministre des Finances égyptien (octobre 2020).
- Le programme d'investissement de 26 milliards de dollars US de la **Colombie** comprend l'accélération de 27 projets d'énergie renouvelable et de transport d'énergie dans un effort gouvernemental (août 2020).

Banques nationales d'investissement/ de développement

- Actualiser le mandat des banques de développement locales pour favoriser une relance verte
- Établir et adopter des « listes d'exclusion » pour les projets et programmes à forte intensité de carbone
- Soutenir les lignes budgétaires vertes et les produits financiers écologiques
- Identifier des filières de projets durables et écologiques afin de mettre au point de meilleures pratiques

- Le **Rwanda** a reçu 150 millions de dollars US en financement énergétique de la part de la Banque mondiale dans le but d'améliorer ses services d'électricité et de développer un marché durable pour des solutions de cuisson non polluantes (septembre 2020).

Transition et emploi équitables

- Soutenir les programmes de travaux publics dans les secteurs verts
- Assurer le dialogue social et la représentation des travailleur·euse·s dans la prise de décision
- Intégrer une transition équitable dans les politiques relatives aux secteurs à forte intensité de carbone
- Améliorer l'éducation et la formation en matière de compétences vertes
- Renforcer la résilience sociale face aux crises futures et gérer les changements structurels, notamment en créant et en soutenant les systèmes de soins nationaux et locaux
- Repenser les pactes sociaux pour lutter contre les troubles sociaux et les inégalités — avec un processus de prise de décision ouvert aux communautés marginalisées et autochtones
- Soutenir les travailleur·euse·s du secteur informel pour les aider à résister à la pandémie et à se remettre sur pied
- Protéger les groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles, pour assurer leur représentation et leur inclusion

- Le nouveau Plan de reconstruction et de reprise économique de **l'Afrique du Sud** fait référence à une transition juste, avec un soutien aux coopératives et aux PME dans l'économie verte (octobre 2020).
- **L'Éthiopie** et la Commission économique pour l'Afrique ont lancé un programme axé sur les solutions basées sur la nature pour l'infrastructure des ressources en eau et la résilience des communautés, en mettant l'accent sur les femmes et les filles en milieu rural (août 2020). En Éthiopie, le programme est dirigé par le ministère de l'Environnement, sur la base d'une initiative antérieure du Premier ministre.

Action locale et développement urbain durable

- Développer des infrastructures de transport durables
- Mettre en place et privilégier des infrastructures urbaines à faible émission de carbone et résistantes, ainsi que des solutions rurales et communautaires
- Améliorer les infrastructures résidentielles dans les zones marginalisées, afin d'améliorer la santé et les conditions de vie
- Promouvoir les marchés publics écologiques

- **Bogotá (Colombie)** a mis en place un réseau de 75 miles (120 km) de rues sans circulation et a ouvert 47 miles (75 km) de pistes cyclables supplémentaires (mai 2020). De plus, la ville a commencé à déployer 480 bus électriques (septembre 2020).
- Des maires du monde entier, réunis au sein du réseau C40, se sont mis d'accord sur un Programme des maires pour une relance verte et juste, qui comprend une liste d'exemples de meilleures pratiques dans les villes.

Des solutions basées sur la nature, pour soutenir la biodiversité et l'agriculture durable

- Soutenir les activités de réduction des émissions de gaz à effet de serre, telles que la préservation des forêts et le boisement, la protection des tourbières, etc.
- Renforcer l'adaptation basée sur les écosystèmes, y compris la protection des mangroves, la conservation de la biodiversité, etc.
- Protéger et améliorer les ressources en eau et les infrastructures
- Soutenir les systèmes agricoles durables, en garantissant les droits des travailleur·euse·s ruraux·ales
- Donner la priorité à la souveraineté alimentaire et à une agriculture résiliente et climato-compatible
- Favoriser les activités maritimes durables, en phase avec la conservation de la biodiversité (pêche, écotourisme, etc.)
- Adopter des mécanismes communs d'assurance paramétrique

- Le plan de « stimulation verte » du **Pakistan** vise à promouvoir les plantations et les forêts naturelles, en employant des personnes ayant perdu leur emploi pour travailler sur le programme des « 10 milliards d'arbres ». La Banque mondiale a accordé 188 millions de dollars US au Pakistan pour soutenir ces plans (avril 2020).
- Le gouvernement **indien** octroie 800 millions de dollars US aux communautés tribales pour la gestion des forêts, la protection de la faune et d'autres activités connexes, dans le cadre d'un plan de relance plus vaste annoncé par la ministre des Finances (mai 2020).

Coopération internationale et financement

- Renforcer la coordination internationale et régionale
- S'engager avec les institutions financières internationales en tant qu'actionnaires afin de les orienter vers un soutien financier et technique favorisant une meilleure reprise
- Inciter les créancier·ère·s internationaux·ales à négocier des « échanges dette-climat/nature », c'est-à-dire un allègement de la dette en échange de la poursuite d'objectifs environnementaux plus ambitieux
- Créer un ou plusieurs nouveaux mécanismes de financement et un cadre international pour le rachat d'actifs liés aux combustibles fossiles, afin qu'ils puissent être liquidés au fil du temps
- Construire des alliances autour de la finance durable, y compris les taxinomies vertes

- Le **Maroc** a reçu 300 millions d'euros de la Banque allemande de développement KfW pour la mise au point de la technologie de l'hydrogène vert, ce qui montre le potentiel de coopération en matière d'énergie propre entre les pays en développement et les pays développés (juin 2020).
- Le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC) du **FMI** accorde des subventions pour l'allègement de la dette des pays les plus pauvres et les plus vulnérables, et des appels sont lancés en faveur d'une action plus radicale pour lier l'allègement de la dette, dont le besoin se fait cruellement sentir, au développement durable.

3 Principaux éléments à retenir

Vous trouverez ci-dessous les principaux points à prendre en compte lorsque vous préconisez et soutenez la réalisation d'une relance verte.

Qu'est-ce qu'une relance verte ?

- Une relance verte est un **ensemble de politiques, d'investissements et de réformes** garantissant que la reprise après la crise de COVID-19 aura, par les **changements apportés**, des **retombées positives** sur le climat, la nature, les communautés, les économies et la population active. Une relance verte devrait favoriser une nouvelle vision et un nouveau discours, avec une **transformation de la société** dans son ensemble en faveur de la durabilité, de la résilience et de la neutralité climatique.

- Une relance verte **repose sur le principe d'une économie verte inclusive**, c'est-à-dire une économie à faible émission de carbone, résiliente, économe en ressources et socialement inclusive.

- Parmi les avantages, les mesures de relance verte contribuent à la réalisation de **plusieurs objectifs et programmes internationaux en matière de durabilité**, ont un **plus grand potentiel de création d'emplois**, conduisent à une **croissance économique plus résiliente et durable** et bénéficient d'un **fort soutien public** dans de nombreux pays du monde.

- **La dynamique internationale favorise les efforts de relance verte.** Alors que l'UE est en tête des initiatives en la matière, l'administration Biden aux États-Unis pourrait également accélérer les efforts pour parvenir à une relance verte dans le monde entier. D'autres pays, dont la Chine, la Corée du Sud et l'Afrique du Sud, se sont récemment engagés à adopter des objectifs et des plans plus ambitieux en matière de climat, et ont précisé que les efforts de reprise seraient liés à ces engagements. Par conséquent, les pays qui alignent leur reprise sur des objectifs verts pourraient bénéficier d'un **meilleur accès au financement multilatéral et au financement climatique**, **ainsi que d'un alignement politique sur d'importants programmes internationaux.**

Comment soutenir la poursuite d'une relance verte ?

Théoriquement, une relance verte devrait être facile à réaliser : **investir dans des activités qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, créent des emplois et améliorent le bien-être ; ne pas investir dans des activités qui génèrent des niveaux d'émissions élevés**. Cette simple approche de ce qu'il faut (ou ne faut pas) faire peut et doit éclairer l'approche générale adoptée pour la relance, tout en tenant compte des problèmes politiques qui se posent au cours des processus décisionnels en raison des intérêts divergents des parties prenantes à court et à long terme.

Dans la pratique, il n'existe pas de solution universelle. Les décideur·euse·s doivent donc combiner les bons éléments de la boîte à outils pour la relance verte. Les outils politiques les mieux adaptés varieront en fonction des **spécificités nationales**.

L'utilisation des mécanismes et structures politiques existants et opérationnels est un élément essentiel pour l'adoption rapide de mesures de relance verte. Cela permettra également d'intégrer toute nouvelle mesure dans le tissu politique de l'après-Covid-19. Il peut s'agir de plans nationaux de développement durable, de stratégies nationales de croissance verte, d'instruments de consommation et de production durables, d'instruments de marchés publics durables, de stratégies nationales de biodiversité, de CDN, de stratégies de long terme.

Afin de réaliser une relance verte dans n'importe quel contexte national, les conseiller·ère·s économiques peuvent chercher à faire participer un **large éventail d'intervenant·e·s, à utiliser une gamme d'outils différents** (fiscaux, monétaires, réglementaires, etc.) **et à obtenir de multiples résultats sur le plan social et environnemental.** Vous trouverez plus d'informations à ce sujet dans les tableaux 1 et 3 et dans le graphique 1.

Il est important de rechercher des **mesures qui procurent des co-bénéfices, des multiplicateurs budgétaires à long terme et qui placent la résilience au cœur des efforts de relance**. L'écologisation des économies nationales n'est qu'un des nombreux défis auxquels les pays sont confrontés. Par conséquent, les mesures doivent être évaluées non seulement en fonction de leur contribution écologique, mais aussi des autres avantages qu'elles apportent, par exemple en termes de création d'emplois, d'amélioration de la santé, de promotion de la paix. Le concept de **résilience** peut être invoqué pour unir ces différents objectifs, en veillant à ce que toutes les mesures prises **renforcent la capacité d'un pays à répondre aux crises futures**, tout en prenant des mesures qui réduisent la vulnérabilité des pays par rapport aux crises sanitaires, climatiques et économiques potentielles.

Il n'existe pas de schéma directeur ni de précédent historique pour réussir une reprise économique après une pandémie mondiale, tout en s'efforçant d'atténuer la crise climatique mondiale. Cela signifie que des **réajustements de mesures peuvent être nécessaires**, et que **l'apprentissage entre pairs en temps réel est essentiel.**

La **coopération mondiale** telle que le réseau de relance verte du NDC Partnership, composé de points focaux gouvernementaux et de conseiller·ère·s économiques, a un rôle clé à jouer pour permettre un apprentissage mutuel sur les mesures qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas, afin de parvenir à une relance verte dans différents contextes.

N'oubliez pas qu'une **gouvernance bien conçue doit envisager que la route vers la reprise peut être « sinueuse »** : elle commence par une consultation précoce et continue des parties prenantes, travaille à la mise en place d'instruments de financement bien conçus et assure le suivi de l'efficacité des dépenses.

Annexe I

Un aperçu de la littérature sur la relance verte

Cette annexe présente une brève analyse de la littérature sur les travaux liés à la définition et à la conceptualisation d'une relance verte, en examinant les définitions mondiales et régionales. Nous constatons que les similitudes entre les pays ne sont pas limitées à une région. Il y a, par exemple, des pays d'Afrique et d'Amérique latine qui dépendent fortement des recettes pétrolières et des pays du monde entier où la pauvreté des populations rurales est élevée. Différentes façons de catégoriser les pays « archétypes » ont été examinées dans d'autres documents.

Définitions d'organisations mondiales

Fonds monétaire international (FMI)

Dans le document intitulé « *Verdir la reprise* », le FMI explique que les décisions prises aujourd'hui en réaction à la crise de la COVID-19 pourraient influer sur le climat et la santé humaine pendant plusieurs décennies. « Cela appelle les responsables des orientations politiques budgétaires à « verdir » leur réponse à la crise actuelle pour éviter qu'elle n'en entraîne une autre. » Tout en remarquant que la situation de chaque pays sera différente, le document énumère une série de mesures de politique générale, notamment : **soutenir les investissements publics verts et les programmes de travail écologiques** ; conditionner le soutien aux activités à **forte intensité de carbone** à la réalisation de progrès en faveur du climat ; **évaluer les répercussions** des mesures de soutien **sur le climat** ; élaborer de **nouveaux plans climatiques ambitieux à moyen terme** ; **coordonner les actions et soutenir** d'autres pays.

Agence internationale de l'énergie (AIE)

Le plan de relance durable de l'AIE envisage des mesures et des actions rentables qui peuvent être prises au cours des trois prochaines années (2021-2023). Il couvre six secteurs clés : **l'électricité, les transports, l'industrie, le bâtiment, les carburants et les technologies émergentes à faible intensité de carbone.** L'AIE note que la réussite de la reprise nécessitera un large éventail de politiques, d'initiatives et de nouveaux cadres réglementaires, en plus des mesures de relance à court terme.

Organisation internationale du travail (OIT)

Dans la série de documents intitulés « *Le COVID-19 et le monde du travail* », l'OIT note qu'à travers le **dialogue social**, les gouvernements et les organisations de travailleur·euse·s et d'employeur·euse·s ont une excellente occasion de forger un consensus solide et un large

soutien pour une reprise durable qui favorise le travail décent, la résilience des entreprises et des lieux de travail, ainsi qu'un environnement durable. Les entreprises, soutenues par les organisations d'employeur·euse·s, peuvent s'appuyer sur des mesures innovantes de continuité des activités pour développer l'innovation et l'entrepreneuriat verts, améliorer la résilience face aux chocs futurs en intégrant les risques environnementaux et la technologie dans les **pratiques de gestion des risques de l'entreprise** et dans la communication financière liée au climat, et investir dans des **chaînes d'approvisionnement durables**.

La Banque mondiale

Dans sa « *Proposed Sustainability Checklist for Assessing Economic Recovery Interventions* » (proposition de liste de contrôle de la durabilité pour l'évaluation des interventions de reprise économique), la Banque mondiale pose la question de savoir si les interventions sont compatibles avec et soutiennent les objectifs et stratégies de décarbonisation à long terme existants, y compris les contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris. Elle souligne également qu'une forte reprise devrait donner la priorité à la revitalisation économique et à la création d'emplois, qu'elle devrait avoir des effets multiplicateurs puissants sur l'économie et qu'elle devrait pouvoir être mise en œuvre immédiatement.

La Plateforme de connaissances sur la croissance verte

La Plateforme de connaissances sur la croissance verte (en anglais : Green Growth Knowledge Platform – GGKP) propose un large éventail de connaissances sur la relance verte provenant de plus de 75 organisations par le biais de sa **bibliothèque COVID-19** et prend part à des conversations sur la relance verte dans le cadre de sa nouvelle discussion COVID-19 sur le **Forum vert**.

Sustainable Infrastructure Partnership (Partenariat pour des infrastructures durables)

Dans leurs *10 principes pour des investissements dans des infrastructures durables et résilientes*, des organisations partenaires comme le PNUE, le PAM et la GIZ proposent dix principes, le premier étant que « les décisions sur les dépenses d'infrastructure pour la reprise post-COVID-19 devraient être prises sur la base d'une planification stratégique alignée sur l'Agenda 2030 pour le développement durable et sur l'Accord de Paris ». Ces organisations soulignent en outre la nécessité d'intégrer différentes considérations, telles que la résilience, les effets sociaux et les aspects environnementaux.

Le réseau de partenaires pour des économies vertes inclusives [network of Partners for Inclusive Green Economies (PIGE)]

Il a identifié *dix options prioritaires pour une reprise juste, verte et transformatrice*, en soulignant l'importance d'une prise de décision basée sur la science et le rôle central des objectifs de développement durable dans la conception des efforts de reprise. Les priorités prennent également en compte les risques découlant de l'augmentation importante des dettes publiques, en soulignant qu'« une action collective est nécessaire pour financer une reprise forte, égalisatrice et intelligente ». Les partenaires appellent explicitement les gouvernements nationaux à « développer et utiliser activement des plans nationaux d'économie verte, des 'pactes verts', des stratégies industrielles vertes et des plans de relance verte post-COVID-19 pour renforcer la résilience et la prospérité à long terme ».

Conclusions d'une série de dialogues mondiaux coordonnés par le WRI (institut de recherche sur les ressources naturelles) et le ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sûreté nucléaire (BMU)

Le WRI et le BMU se sont mis d'accord sur 5 piliers de haut niveau pour une relance verte, à savoir **1)** que les populations doivent être au cœur d'une relance verte et résiliente, et doivent être associées à l'élaboration des mesures par le biais du **dialogue social** ; **2)** que les gouvernements doivent augmenter les investissements dans une relance verte, avec des **paramètres clairs concernant la durabilité** ; **3)** que la résilience sera essentielle, et qu'il faut encourager les mesures qui soutiennent **l'adaptation aux chocs climatiques** et les solutions basées

sur la nature ; **4)** que les crises mondiales sont souvent liées entre elles et qu'il convient de reconnaître ces liens et de créer des alliances thématiques avec ceux qui travaillent sur la santé, le travail, les inégalités et la nature ; **5)** que la **coopération et la solidarité internationales** sont essentielles, avec le soutien des banques de développement multilatérales et du secteur financier privé, notamment en ce qui concerne l'annulation des dettes.

Partenariat des Nations unies pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE)

Le PAGE propose une gamme d'outils et de services pour aider les professionnel·le·s à réaliser une relance verte afin « d'accélérer une transition économique équitable et verte dans le cadre de la nouvelle Décennie d'action pour réaliser les ODD d'ici à 2030 », avec des outils qui « peuvent guider l'analyse, promouvoir les emplois verts et favoriser les investissements et les modèles d'entreprise durables, c'est-à-dire stimuler les économies pour construire un avenir meilleur pour tous ».

Christian Aid

Christian Aid suggère que jusqu'à présent, l'accent n'a pas été suffisamment mis sur les pays en développement, qui n'ont pas tous la même capacité d'action que les nations plus riches. L'agence propose une série de mesures qui pourraient être prises pour assurer une « relance verte véritablement mondiale. » Cela inclut l'annulation du remboursement de dettes ; la suppression des subventions aux combustibles fossiles ; que les pays de l'OCDE cessent tout nouveau soutien public direct et indirect aux projets de combustibles fossiles dans d'autres pays ; que les pays donateurs allouent au moins 50 % de leur soutien financier à l'adaptation au climat dans les pays les plus pauvres ; que les pays intègrent des solutions basées sur la nature dans leurs CDN ; et que les plans de sauvetage des entreprises à forte intensité de carbone soient assortis de la condition que ces entreprises aient des plans de transition vers l'objectif de zéro émission nette.

Amérique latine et Caraïbes

Banque interaméricaine de développement (BID)

Dans le document *Sustainable and digital infrastructure for the post-Covid-19* economic recovery (infrastructure durable et numérique pour la reprise économique post-Covid-19), la BID note que la région devrait éviter les erreurs du passé où les crises économiques ont laissé dans leur sillage un héritage durable de **faibles investissements dans les infrastructures**. Les infrastructures durables minimisent les émissions de gaz à effet de serre, la pollution locale de l'air et de l'eau, les déchets solides, et résistent mieux aux effets des changements climatiques et des catastrophes naturelles que les infrastructures traditionnelles. La région devrait investir mieux et plus efficacement. Améliorer les **mécanismes de ciblage** des subventions aux services d'infrastructure, accroître **l'efficacité et la transparence** des fournisseurs de services publics et impliquer le secteur privé sont autant de pistes possibles pour libérer des ressources qui permettent d'investir davantage dans la reprise économique post-COVID-19. Investir au bon moment a deux objectifs : l'obtention d'un **plus grand effet multiplicateur** de l'investissement sur la demande, ainsi que **l'ajustement aux contraintes fiscales**. Ces avantages sont particulièrement importants dans les pays en développement où la marge de **manœuvre fiscale est limitée**.

Nuestra America Verde

Nuestra America Verde (notre Amérique verte) réunit des législateur·rice·s et d'autres dirigeant·e·s politiques et sociaux·ales de divers pays pour mettre en œuvre le plan de relance économique assorti d'une justice sociale et environnementale (2020-2030) dans la région. Le plan constate l'exposition des régions au risque climatique et les profondes inégalités raciales. Il présente 14 suggestions, dont un nouveau pacte avec le nord de la planète ; le renforcement de la paix pour faciliter la démilitarisation ; la défense des peuples autochtones, des communautés Quilombola et des militant·e·s

écologistes ; la souveraineté alimentaire durable, et la conservation et la régénération de la biodiversité.

Université Columbia

Dans le document *Planning a Sustainable Post-Pandemic Recovery in Latin America and the Caribbean* (planification d'une relance post-pandémie durable en Amérique latine et dans les Caraïbes), il est noté que l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) connaîtront leur plus grave récession économique depuis des décennies. Le niveau élevé de **la dette souveraine avant la pandémie**, la dégradation des **notations de crédit** et les **faibles recettes fiscales** limitent la marge de manœuvre fiscale pour surmonter les crises sanitaires et économiques. Les troubles sociaux et la dynamique politique de la région peuvent contraindre les gouvernements à s'engager dans des voies qui impliquent la **refonte des pactes sociaux** — comme au Chili — plutôt que de se limiter exclusivement à des « plans de reprise ». Du point de vue macroéconomique, les plans de **reprise devraient viser à ramener la production** et l'emploi à des niveaux durables à long terme. Cela nécessite des dépenses gouvernementales qui ont les **plus grands multiplicateurs fiscaux** possibles et qui sont particulièrement **exigeantes en main-d'œuvre**, avec des **directives claires** pour une sélection qui **maximise les avantages conjoints** des résultats sociaux et environnementaux. Les auteurs proposent une combinaison de réponses de politique budgétaire et de nouvelles sources de financement pour déclencher une forte reprise avec un **minimum de dommages pour la viabilité budgétaire** à long terme. Grâce à des **partenariats public-privé élargis** et à des structures de financement mixtes, les gouvernements devraient être en mesure d'obtenir des financements privés dans de grandes entreprises créatrices d'emplois. De plus, l'émission de **dettes souveraines liées** aux ODD et de **droits de tirage spéciaux** (DTS) assortis de conditionnalités liées aux ODD pourrait également générer des liquidités indispensables à faible coût.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

Le *Big Push para a Sustentabilidade* (grand élan/aide massive pour la durabilité) se concentre principalement sur l'évolution des modèles de développement au Brésil, mais pourrait également contribuer à orienter la voie vers des économies résilientes et à faibles émissions de carbone et permettre de résoudre des problèmes structurels persistants ailleurs en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le concept de 'Big Push' (grand élan, aide massive) est apparu bien avant la pandémie mais a été proposé comme modèle pour une relance verte. Un recueil de plus de 60 études de cas a été constitué, avec des mesures et des exemples pratiques qui pourraient être mis en œuvre.

Pacto Ecosocial del Sur

Pacto Ecosocial del Sur, *le pacte social, écologique, économique et interculturel pour l'Amérique latine*, cherche à relier la justice distributive, de genre, ethnique et environnementale par le biais de mesures de reprise. Les mesures comprennent une réforme fiscale fondée sur la solidarité, l'annulation de la dette extérieure, la création de systèmes de soins nationaux et locaux, l'établissement d'un revenu de base universel, la priorité donnée à la souveraineté alimentaire, la construction d'économies et de sociétés post-extractivistes, le renforcement de l'autodétermination économique, politique et culturelle des peuples autochtones, ruraux et afro-latino-américains.

World Resources Institute (Institut des ressources mondiales)

Dans *A Fairer and More Sustainable Post-Covid-19 World in Latin America* (un monde post-COVID-19 plus équitable et plus durable en Amérique latine), les auteurs envisagent une relance verte pour les villes de la région, en prenant en compte les obstacles à l'accessibilité créés par « une politique de développement urbain exclusive et inefficace ». Les mesures prioritaires identifiées sont les suivantes :
1) améliorer les **services publics existants par des investissements à faible coût et à fort impact**, tels que des pistes cyclables et des voies de bus ;
2) investir dans les **infrastructures** sociales, économiques et **résidentielles dans les zones marginalisées** afin d'améliorer le niveau de vie minimum ;
3) penser de manière **innovante à la mobilisation des ressources**, par exemple, en introduisant des

redevances pour ceux qui utilisent des véhicules motorisés privés dans les centres-villes afin de financer l'amélioration des transports publics ; **4)** faire de la durabilité l'axe du développement des villes grâce à a) des investissements dans **l'énergie, la construction, les transports, la gestion des déchets et l'efficacité énergétique industrielle**, b) la création **d'alliances mondiales pour mobiliser des ressources** et c) **la mise en place d'une série de projets d'infrastructures durables** pour améliorer la mobilité, le logement, l'énergie, l'eau, les déchets et l'économie numérique, ce qui permettra d'élaborer de meilleures pratiques dès le début de ces projets.

Revolución Sostenible (Révolution durable)

Ce document, élaboré conjointement par de multiples partenaires tels que la CAF (banque de développement de l'Amérique latine), le Climate Reality Project et la GIZ, est le fruit d'un échange entre des praticien·ne·s de toute la région et du monde entier, afin de déterminer les sujets émergents et les thématiques clés dans le domaine de la relance verte dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Il souligne l'interdépendance des crises sanitaires et climatiques actuelles. Élaboré dans le cadre d'un dialogue entre des représentant·e·s des secteurs public, universitaire et privé, le document décrit les approches possibles et nécessaires de la relance verte dans les domaines de l'urbanisme, de la foresterie, de la mobilité, de l'énergie, de la finance, du gouvernement infranational, du secteur privé et de la qualité de l'air, et les associe à des questions sociales plus vastes, ajoutant ainsi une perspective supplémentaire de justice sociale. Ce document présente cinq approches de la relance verte pour chaque secteur et les combine avec un recensement des lacunes actuelles en matière de connaissances et avec une vision pour l'avenir.

Asie

Mécanisme de financement vert catalytique de l'ASEAN et de la Banque asiatique de développement

Dans le document *Green Finance Strategies for post-Covid-19 economic recovery in South East Asia* (Stratégies de financement vert pour la reprise économique post-COVID-19 en Asie du Sud-Est), les auteurs notent qu'avant la pandémie, les pays d'Asie en développement **étaient déjà confrontés à la triple menace des changements climatiques**, de la diminution de la biodiversité et du déclin de la santé des océans. Plusieurs pays d'Asie du Sud-Est se trouvaient déjà, avant la pandémie, dans la fourchette **supérieure du ratio dette**/PIB. Cette situation, conjuguée à une **baisse de l'activité économique**, à une augmentation des **sorties de capitaux** et (éventuellement) à une **hausse des coûts d'emprunt,** pourrait menacer la capacité d'emprunter davantage à l'avenir. Quatre « points critiques » ont été identifiés comme étant essentiels à une relance verte : créer des **emplois de longue durée**, accélérer la **résilience au climat**, **mobiliser le capital** à grande échelle et **protéger l'environnement et le capital naturel**. Le rapport examine les plans de relance verte et les mécanismes de financement dans le monde entier, ainsi que les concepts de financement vert pour stimuler la reprise post-COVID-19.

Université de technologie de Nanyang, Singapour

Le document intitulé *Green Recovery in Post-Covid-19 Southeast Asia*? (relance verte dans l'Asie du Sud-Est post-COVID-19 ?) souligne qu'actuellement les mesures vertes ne sont pas monnaie courante dans les actions de relance en Asie du Sud-Est — la pandémie **freinant les projets d'infrastructures vertes** dans la région, et le **faible prix du pétrole** mettant les énergies renouvelables face à une rude concurrence. Entre autres raisons, l'intégration d'un programme vert dans les plans de développement a été difficile, en partie à cause de **l'impératif de croissance de l'économie**, de la nécessité d'améliorer la sécurité énergétique et alimentaire et de satisfaire d'autres besoins, ainsi qu'en raison des

coûts élevés souvent associés à l'acquisition des technologies et de **l'expertise** nécessaires à la transition vers une économie à faible émission de carbone. Pour maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 1,5 °C en Asie du Sud-Est, cela pourrait signifier renoncer à l'actuel **modèle linéaire de production-consommation** et mettre en place de toute urgence une **économie circulaire**, renforcer **le secteur de la gestion des déchets** et **appliquer les lois environnementales** de manière cohérente. **L'intégration du climat dans les plans économiques** a été suggérée comme un moyen de mettre davantage l'accent sur les mesures climatiques, car actuellement les impératifs de la croissance économique et de l'action climatique ne sont généralement pas considérés comme compatibles.

Banque asiatique de développement

Le document *A Pathway to a low-carbon and resilient future* (une voie vers un avenir faible en carbone et résilient) établit un cadre pour l'évaluation d'interventions de relance résilientes et à faible intensité de carbone. Il peut s'agir d'un délai serré de mise en œuvre, de la création d'emplois ou d'une **forte intensité de main-d'œuvre** (en particulier dans les premières étapes), du **développement des compétences**, de la minimisation des **risques liés à la chaîne d'approvisionnement** et **d'effets multiplicateurs forts sur l'économie**. À plus long terme, les gouvernements pourront rechercher des mesures qui contribuent au développement des actifs productifs et favorisent une transformation positive, tout en générant des résultats sur les plans environnemental et social.

La pandémie de COVID-19 a également eu des effets socio-économiques asymétriques dans les différents secteurs, ainsi qu'au sein des pays et entre eux ; c'est pourquoi les interventions de relance doivent également, dans la mesure du possible, cibler les **groupes ou les régions les plus touchés**. Cela est particulièrement important en ce qui **concerne la lutte** contre les implications de genre pour les femmes, notamment pour celles qui appartiennent à des groupes vulnérables. Le cadre devrait être adapté aux besoins spécifiques du pays concerné. Les pays à faible et moyen revenu disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour réagir, et nombre d'entre eux auront besoin d'un soutien international important (en plus du soutien déjà reçu), ce qui aura des répercussions sur la dette et la situation budgétaire. Les plans de relance doivent également être flexibles pour faire face à l'incertitude concernant l'avenir de la pandémie, le potentiel de futures « vagues » et les délais de mise au point d'un vaccin.

World Resources Institute (Institut des ressources mondiales)

L'énergie propre peut aider l'Asie du Sud-Est à se rétablir après la COVID-19 étant donné qu'avant la pandémie, cette région du monde **était en passe de devenir une puissance économique**. **Le secteur manufacturier, l'industrie et les services** se sont développés dans toute la région au cours des dernières décennies. La **demande en énergie** a également augmenté de 6 % par an en moyenne, les pays ayant largement adopté les **combustibles fossiles** pour répondre à leurs besoins énergétiques croissants. La pandémie a révélé les vulnérabilités des économies fondées sur les énergies fossiles et donne l'occasion de passer à une énergie plus propre, tout en **créant des emplois** et en **améliorant la santé publique**. La **décarbonisation**, la **décentralisation** (tels que les systèmes de distribution d'énergie renouvelable) et la **numérisation** sont des éléments clés pour une transition énergétique en Asie du Sud-Est. Les systèmes énergétiques de l'Asie du Sud-Est doivent adopter des solutions numériques afin d'amorcer une transformation du secteur de l'énergie, permettant de gérer la collecte et **l'analyse de grandes quantités de données et d'optimiser des systèmes énergétiques de plus en plus complexes**.

La Banque mondiale

La Banque mondiale a identifié les 5 actions clés suivantes pour une relance verte en **Inde**. **1)** La restauration écologique est incluse dans les vastes **programmes de travaux publics** de l'Inde — en utilisant le Mahatma Gandhi National Employment Guarantee Scheme et le Pradhan Mantri Garib Kalyan Rojgar Abhyaan — qui représentent une

dépense annuelle combinée de 20 milliards de dollars US — pour construire l'infrastructure verte du pays ; **2)** les travailleur·euse·s ruraux·ales de retour dans leur région d'origine peuvent être encouragés à créer de **nouvelles entreprises dans le secteur forestier** ; **3)** les forêts en pleine croissance peuvent être bénéfiques à l'agriculture en aidant à réguler les apports de sédiments et d'eau dans les grands bassins fluviaux tels que ceux du Gange et du Brahmapoutre, en rendant l'agriculture, l'hydroélectricité, l'approvisionnement en eau et les routes **plus résistants** aux impacts des changements climatiques et en réduisant **la pollution de l'air** ; **4)** la restauration du patrimoine naturel et des écosystèmes uniques de l'Inde peut stimuler les activités de type **tourisme vert** ; **5)** la restauration des forêts et des paysages terrestres aidera l'Inde à respecter ses **engagements internationaux** en matière de changements climatiques et de dégradation des terres.

Energy and Resources Institute (TERI), National Institute of Public Finance and Policy (NIPFP) and Global Green Growth Institute (GGGI)

Dans le document *Greening Post Covid-19 Economic Recovery in India* (relance économique verte post-Covid-19 en Inde), les auteur·e·s examinent les mesures à court, moyen et long terme pour soutenir une relance verte, en tenant compte de la durabilité de la demande, des compétences et des marchés du travail, des mesures fiscales et de la réglementation du marché, des infrastructures vertes et de l'amélioration des systèmes et de la gouvernance. Il est essentiel d'aller au-delà des questions de liquidités et d'approfondir le domaine des **réformes environnementales** et des changements dans les **processus décisionnels** — avec la participation du secteur informel et du grand public. La **budgétisation alignée sur les ODD** ou la budgétisation verte devraient être utilisées comme cadre pour mieux aligner les dépenses gouvernementales sur les objectifs environnementaux et les objectifs de développement durable. Les **régimes fiscaux sur les combustibles fossiles** et les produits de luxe ayant un impact négatif sur l'environnement peuvent contribuer à mobiliser les capitaux nécessaires. Les banques peuvent **pousser les micro-, petites et moyennes entreprises** vers l'efficacité des ressources et la circularité. D'autres projets doivent être lancés dans le cadre d'une **coopération bilatérale** avec d'autres pays.

Afrique

Sustainable Energy for All (SEforALL ou SE4ALL) — (Énergie durable pour tous)

Le guide *Recover Better with Sustainable Energy Guide for African Countries* note que 565 millions de personnes sur le continent n'ont pas accès à l'électricité et que 900 millions n'ont pas accès à des moyens de cuisson propres. SE4ALL fait valoir qu'une reprise énergétique durable pourrait utiliser les actions de relance pour soutenir les CDN, en encourageant les pays à continuer à investir à **grande échelle dans les technologies renouvelables centralisées et décentralisées**, en stimulant l'investissement en amont de la **chaîne de valeur et en soutenant également** les **chaînes d'approvisionnement locales**. Huit dimensions clés ont été définies : **1) faciliter les échanges commerciaux** en réduisant les formalités administratives et les autorisations requises pour les énergies renouvelables et les équipements et appareils de cuisson propres ; **2)** mettre en place des **cadres politiques et réglementaires solides** pour soutenir le décollage ; **3) miser sur les données** — par exemple, pour identifier les meilleurs sites d'exploitation des énergies renouvelables ; **4)** évoluer vers des **tarifs reflétant les coûts** tout en protégeant les populations démunies ; **5) supprimer les subventions aux combustibles fossiles** ; **6)** déclarer un **moratoire sur les nouvelles centrales au charbon ; 7)** investir dans **l'efficacité énergétique** pour réduire les coûts et les émissions ; **8)** investir dans le **capital humain**, notamment dans la formation technique, commerciale et entrepreneuriale.

Idées pour une Afrique prospère, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, et Centre africain pour la politique en matière de climat

Dans un document de travail, les auteurs notent les faiblesses systématiques des systèmes de santé mondiaux exposés au virus et établissent un parallèle avec le manque de préparation face à la dégradation du climat. Hormis l'Afrique du Sud, les mesures adoptées dans toute l'Afrique pour amortir l'impact de la pandémie sur les économies et les moyens de subsistance sont pour la plupart des mesures de **protection sociale minimalistes**, et **dépendent** largement de **l'aide internationale**. Il existe des possibilités de remédier aux déficiences structurelles des économies africaines après la pandémie de COVID-19. Le continent a un besoin urgent d'investissements **majeurs dans les infrastructures**. Le **déficit énergétique** doit être comblé d'urgence afin de garantir une énergie suffisante pour stimuler l'industrialisation. Cependant, les États **manquent de ressources nationales** pour de tels investissements. Une reprise post-Covid-19 devrait **s'attaquer aux causes fondamentales des vulnérabilités** et aller au-delà des ajustements fiscaux et monétaires dont le seul but est d'assurer la survie et la pérennisation du **système actuel de production, de consommation et de distribution**, qui est responsable de la crise climatique.

Centre mondial pour l'adaptation et Initiative d'adaptation pour l'Afrique (IAA)

Dans le document intitulé *Integrated Responses to Building Climate* and *Pandemic Resilience in Africa* (réponses intégrées pour le renforcement de la résilience climatique et pandémique en Afrique), les auteurs constatent que de nombreux pays du continent sont **mal préparés à des chocs** tels que la COVID-19 et les changements climatiques pour un certain nombre de raisons, notamment une pauvreté omniprésente, une capacité fiscale limitée, une exposition extrême aux produits de base et une économie informelle fragile. Ils recommandent de concentrer les investissements de relance sur des **infrastructures résilientes** et sur la **sécurité alimentaire** pour surmonter la COVID-19 et la crise climatique. Ces recommandations doivent être soutenues par de **multiples parties prenantes**, y compris les banques multilatérales de développement. Toutes les interventions proposées doivent faire en sorte que les **citoyen**·ne·s jouent un rôle déterminant dans la réponse apportée à ces défis. Les recommandations politiques prioritaires appliquent des actions de résilience à trois systèmes clés affectés à la fois par la pandémie et par les changements climatiques en Afrique : les systèmes de **production alimentaire, ceux qui protègent et gèrent l'eau** et ceux qui planifient et **construisent des infrastructures**.

Rocky Mountain Institute

Le Rocky Mountain Institute suggère de définir la relance verte comme une approche **inclusive** et de veiller à ce que les plus vulnérables ne soient pas laissés pour compte. Il suggère également de donner la priorité à un **délai de mise en œuvre court avec une certaine scalabilité, à la création d'emplois verts de longue durée**, de tirer parti de l'économie avantageuse des **technologies propres** et d'autres secteurs, ainsi que d'accroître la **résilience aux chocs externes** et de **réduire la dépendance aux importations.** Il propose six interventions réalisables par les gouvernements, les partenaires du développement et le secteur privé local : **1)** approvisionner en énergie les installations essentielles pour stimuler le déploiement à grande échelle et l'électrification ; **2) accélérer l'électrification** — répondre aux besoins de liquidités d'urgence pour l'énergie propre et réduire le coût élevé du capital commercial afin d'éviter que des millions de personnes ne retombent dans la pauvreté énergétique ; **3) électrifier les structures économiques locales et stimuler la production nationale** — réorienter les fonds publics vers un fonds de contrepartie cofinancé par des incitations à la relance, pour les équipements électriques à usage productif et les programmes d'efficacité énergétique ; **4) électrifier les transports** — déclencher la transition vers la mobilité verte en investissant dans la mise au point et le déploiement d'infrastructures de recharge, en particulier pour les deux et trois roues électriques ; **5) promouvoir l'efficacité énergétique** — mettre en place des programmes d'allègement fiscal pour encourager les banques locales à orienter les fonds

vers des prêts destinés à des programmes d'efficacité énergétique dédiés aux PME et aux secteurs prioritaires tels que le tourisme et la construction ; **6) accélérer la transition des services publics vers des technologies modernes et propres** — mettre en place un mécanisme de garantie écologique pour permettre aux services publics d'Afrique subsaharienne de donner la priorité à des investissements dans le secteur de l'électricité basés sur un plan global.

Moyen-Orient

Banque mondiale

Dans la région MENA, certains secteurs comme les transports et les carburants devraient être prioritaires pour le « virage vert ». Les **industries et le transport** sont en effet les principaux contributeurs aux émissions à l'origine de **la pollution atmosphérique dans la région**.

Parmi les exemples de politiques éprouvées à l'échelle mondiale pour ces secteurs, citons l'imposition d'objectifs d'efficacité énergétique, de normes d'efficacité énergétique pour les entreprises, de normes de rendement énergétique pour les véhicules et le changement de combustible. Travailler à une relance verte inclusive signifie que des financements à faible coût seront mis à disposition pour les activités vertes, et que les bénéfices de ces investissements **profiteront aux groupes à faibles revenus**. Même si la majorité de la population de la région MENA vit dans des zones urbaines (60 %), la plupart des populations démunies de cette région habitent dans des **zones rurales**. Il existe également des possibilités de gestion du littoral et de création d'une **« économie bleue »** durable. Par exemple, au Maroc, le programme de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) a permis d'augmenter les revenus des communautés côtières à faibles ressources en renforçant leurs moyens de subsistance grâce à des activités alternatives.

Annexe II

Définitions de termes clés pour les modèles de développement et les modèles économiques

À travers le monde, il existe différentes conceptions quant à la manière dont les sociétés et les économies devraient être structurées. Elles sont brièvement décrites dans le tableau ci-dessous. Il est important de relever ces différentes conceptions fondées sur des valeurs afin d'éclairer les approches adoptées par différents pays et d'orienter les attentes des différentes parties prenantes.

Terme	Définitions et explications
Big Push para a Sustentabilidade	Le « Big Push for Sustainability » (grand élan/aide massive pour la durabilité) trouve son origine en Amérique latine et représente une approche visant à articuler et à coordonner les mesures et les politiques (publiques, d'entreprise et communautaires, nationales, régionales et locales, sectorielles, fiscales, réglementaires, fiscales, de financement, de planification, d'innovation, de formation, etc.) qui tirent parti d'investissements durables (nationaux et étrangers) pour produire un cycle vertueux de croissance économique qui génère des emplois et des revenus, réduit les inégalités et les écarts structurels, et promeut la durabilité environnementale, sociale et économique.
Bonheur national brut (BNB)	Le BNB est un principe philosophique qui guide le gouvernement du Bhoutan et qui est inscrit dans la constitution de ce pays. C'est un indice qui sert à mesurer le bonheur et le bien-être collectifs de la population. Il couvre à la fois des domaines traditionnels de la sphère socio-économique, tels que le niveau de vie, la santé et l'éducation, et des aspects moins traditionnels tels que la culture et le bien-être psychologique. Il s'agit d'un reflet holistique du bien-être général de la population bhoutanaise plutôt que d'un classement psychologique subjectif du seul « bonheur ».

Terme	Définitions et explications
Buen vivir, terme espagnol signifiant « bonne vie » ou « bien vivre ».	Selon son principal instigateur, Eduardo Gudynas, secrétaire exécutif du Centre latino-américain d'écologie sociale, le buen vivir appelle à une nouvelle éthique qui assure un équilibre entre la qualité de vie, la démocratisation de l'État et le souci des idéaux biocentriques, en s'éloignant des conceptions individualistes et monétarisées du « bien-être » pour se concentrer sur la communauté.
Critique de l'après-développement	Depuis les années 1990, la critique de l'après-développement a rejeté le paradigme du « développement », selon lequel il existe des pays « développés » et des pays « moins développés », donc une échelle universelle, et que les premiers se trouvent dans l'Occident industrialisé. Cette critique portait sur les continuités coloniales du paradigme — une perception eurocentrique de la différence comme une arriération, légitimant les interventions en prétendant « développer les sous-développés » et permettant la préservation d'une division coloniale du travail. Les tenant·e·s de cette position faisaient valoir qu'il était nécessaire de rechercher des alternatives au développement. Celles-ci devaient être trouvées dans des concepts et des pratiques allant au-delà de ces modèles occidentaux (pour être plus précis : ceux qui étaient hégémoniques en Occident) qui devaient être universalisés par le « développement ».
Croissance verte	La croissance verte consiste à favoriser la croissance économique (généralement définie en termes de produit intérieur brut — PIB) et le développement tout en veillant à ce que les richesses naturelles continuent à fournir les ressources et les services environnementaux sur lesquels repose notre bien-être. Pour ce faire, elle doit stimuler les investissements et l'innovation qui soutiendront une croissance soutenue et donneront lieu à de nouvelles perspectives économiques. L'Institut mondial pour la croissance verte a mis au point un indice inédit pour mesurer la croissance verte. Les critiques de la « croissance verte » estiment qu'il n'est pas possible de poursuivre une croissance sans fin (comme on le conçoit habituellement) dans des limites écologiques.

Terme	Définitions et explications
Doughnut Economics (théorie économique du doughnut)	Le doughnut (beignet) se compose de deux anneaux concentriques : un socle social pour que personne ne soit privé des éléments essentiels de la vie, et un plafond écologique, pour que l'humanité ne dépasse pas collectivement les limites planétaires qui protègent les systèmes vitaux de la Terre. Entre ces deux limites se trouve un espace en forme de doughnut qui est à la fois écologiquement sûr et socialement juste : un espace dans lequel l'humanité peut prospérer. Doughnut Economics propose un mode de pensée économique adapté au contexte et aux défis du 21e siècle. S'appuyant sur les idées de diverses écoles de pensée économique — notamment l'économie écologique, féministe, institutionnelle, comportementale et celle de la complexité — ce modèle présente les moyens par lesquels l'activité économique peut prospérer au sein du doughnut.
Économie verte	Diverses institutions, dont le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), ont élaboré le concept d'économie verte qui mesure les « les progrès réalisés dans l'amélioration du bien-être des générations actuelles en ce qui concerne les opportunités économiques, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement ». Parmi les autres ressources disponibles à ce sujet, citons le baromètre mondial de l'économie verte du GEC et l'indice mondial de l'économie verte de Dual Citizen.
Happy Planet Index (HPI) ou Indice de la planète heureuse (IPH)	L'IPH est un indice du bien-être humain et de l'impact environnemental qui a été lancé par la New Economics Foundation en 2006. La valeur de l'IPH de chaque pays est fonction de sa moyenne de satisfaction subjective de la vie, de son espérance de vie à la naissance et de son empreinte écologique par habitant.

Terme	Définitions et explications
Indicateurs et indices de bien-être	Les indicateurs de bien-être s'éloignent des conceptions traditionnelles de la prospérité fondées sur le PIB. Nombre de pays collectent régulièrement des données sur divers facteurs considérés comme des indicateurs du bien-être objectif, notamment des mesures du niveau d'éducation, de la sécurité, des revenus, de l'espérance de vie, etc. Seuls quelques pays ont commencé à recueillir régulièrement des données sur les paramètres du bien-être subjectif, notamment la satisfaction dans la vie et le bonheur. Par exemple, le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a pris des mesures pour inclure des indicateurs de bien-être dans les politiques gouvernementales et les décisions budgétaires.
L'indicateur de progrès véritable	L'indicateur de progrès véritable (IPV) est un outil de mesure qui part du produit intérieur brut (la somme de tous les biens et services produits au cours d'une année), ajoute les « biens » non comptabilisés comme les soins aux enfants et aux personnes âgées et le bénévolat, soustrait les « dégâts» comme les marées noires et la criminalité, et égalise les dépenses d'investissement à long terme, comme les routes et les systèmes d'égouts. Aux États-Unis, le corps législatif du Maryland utilise actuellement l'IPV au lieu d'une version du PIB propre à l'État.
Les indicateurs de suivi des objectifs de développement durable	Les indicateurs de suivi des objectifs de développement durable (ODD) sont un ensemble évolutif d'indicateurs élaborés par les Nations unies pour mesurer le développement durable. Une liste d'environ 232 indicateurs de suivi a été arrêtée. Ces indicateurs sont principalement objectifs, mais ils incluent quelques paramètres subjectifs pour des questions telles que le sentiment de sécurité. Ils mesurent les progrès accomplis dans la réalisation des ODD et couvrent les domaines suivants : biodiversité, villes et communautés, consommation et production, économie et travail, éducation, énergie, santé, pêche (vie sous-marine), faim, industrie et infrastructures, inégalités, partenariats et paix. L'indice et les tableaux de bord des ODD produits par le Réseau des solutions de développement durable des Nations unies et la Bertelsmann Stiftung fournissent un bilan des performances des pays par rapport à l'Agenda 2030 et aux objectifs de développement durable de l'ONU.

Terme	Définitions et explications
Indicateur du vivre mieux	Cet indicateur permet de comparer le bien-être entre les pays, sur la base de onze thèmes que l'OCDE a identifiés comme essentiels, dans les domaines des conditions matérielles de vie et de la qualité de vie.
Indice de développement humain	L'indice de développement humain (IDH) est un indice composite égal à la moyenne des indices quantifiant l'espérance de vie, la durée moyenne de scolarisation des adultes, la durée prévue de scolarisation des enfants et le PIB par habitant·e. L'IDH a été créé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui publie des rapports annuels classant 180 pays. Ces rapports examinent d'autres indices mesurant les disparités en termes de développement, de revenus et de genre. Ils sont utilisés entre autres par les décideur·euse·s politiques.
Indice de prospérité Legatum	L'indice de prospérité Legatum est un classement annuel élaboré par le Legatum Institute, une division de la société d'investissement privée Legatum. Le classement est basé sur une variété de facteurs, dont la richesse, la croissance économique, l'éducation, la santé, le bien-être personnel et la qualité de vie.
Modèles économiques de la décroissance	Le terme de décroissance désigne une situation économique dans laquelle la richesse économique produite ne croît pas, voire diminue. Le modèle repose sur le principe de la prise de conscience d'un monde fini, aux ressources limitées, et sur l'idée que seule une réduction de la production et de la consommation mondiales peut assurer l'avenir de l'humanité et la préservation de la planète. À distinguer de la récession, la décroissance signifie une phase de contraction économique planifiée et équitable dans les nations les plus riches, pour finalement atteindre un état stable qui fonctionne dans les limites biophysiques de la Terre.

Terme	Définitions et explications
New Deal vert	Un New Deal vert est un plan politique pour faire face aux urgences climatiques et écologiques en restructurant l'économie d'une manière qui bénéficiera aux travailleur·euse·s et aux communautés, en s'attaquant aux inégalités. Il cherche à réaliser une transformation environnementale stimulée par l'investissement public et les réformes réglementaires, dans le but de résoudre en même temps ces défis connexes et d'améliorer la vie de chacun·e d'entre nous. Bien que le concept soit originaire du Royaume-Uni, le cadre a gagné en popularité politique dans l'Union européenne, en Corée du Sud et aux États-Unis.
Production intérieure brute (PIB)	Le produit intérieur brut (PIB) est la valeur monétaire ou marchande totale de tous les produits finis et services offerts à l'intérieur des frontières d'un pays pendant une période donnée. Le PIB est un indicateur communément utilisé pour décrire la situation économique d'un pays, mais il a été critiqué pour sa vision restreinte du bien-être social ou du respect des limites écologiques.
Sustainable Economic Development Assessment	L'évaluation du développement économique durable (Sustainable Economic Development Assessment – SEDA) mise au point par le Boston Consulting Group (BCG) est un outil de diagnostic exclusif qui donne aux pays un aperçu de leurs conditions sociales et économiques globales. Le SEDA donne un aperçu de la situation actuelle ainsi qu'une mesure des progrès réalisés au fil du temps, et il complète les indicateurs purement économiques tels que le PIB. Le SEDA ne comprend pas de critères purement subjectifs. D'autres paramètres basés sur des mesures subjectives — comme ceux utilisés dans le rapport des Nations unies sur le bonheur — offrent une analyse complémentaire précieuse, mais distincte. En fait, le BCG a constaté une forte corrélation positive globale entre les scores de bonheur établis par les Nations unies et les scores SEDA.

Annexe III

Outils pour évaluer l'impact social et environnemental de la COVID-19

Le tableau ci-dessous présente différents outils et ressources qui peuvent être utilisés pour aider les consultant·e·s à évaluer l'impact de la pandémie dans les pays où ils/elles travaillent. Cela peut contribuer à identifier les mesures et les domaines appropriés sur lesquels se concentrer pour faire progresser la relance verte.

Évaluations socio-économiques mondiales

FEM : mises à jour relatives à la COVID-19	Nouvelles, analyses et outils du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et des organisations partenaires.
Ensembles de données de la Banque mondiale	Données en temps réel, indicateurs statistiques et autres types de données relatives à la COVID-19. Les données sont tirées du catalogue de données de la Banque mondiale et d'autres sources faisant autorité.
Forum économique mondial : intelligence stratégique	Plateforme permettant d'explorer les questions stratégiques liées à la pandémie, couvrant plus de 250 domaines thématiques, aidant à identifier les publications, vidéos, données, événements, initiatives et acteurs pertinents.
FMI : série spéciale	Notes rédigées par des experts du Fonds monétaire international (FMI) dans le but d'aider les pays membres à faire face aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.
PNUD : analyses d'impact	Rapports d'évaluation tenant compte des impacts socio-économiques de la pandémie, assortis d'analyses régionales et nationales.
IIED : impact de la COVID-19 sur le développement durable	Informations de l'International Institute for Environment and Development (IIED, Institut international pour l'environnement et le développement) concernant les impacts de la pandémie sur les personnes et les lieux où l'IIED intervient, sur la manière dont les communautés peuvent être affectées et sur la façon dont elles réagissent.

Oxford Business Group : évaluations de l'impact économique de la COVID-19	Fournit une analyse ciblée des implications pour les secteurs clés et l'environnement des investissements, en s'appuyant sur ses propres réseaux d'expert·e·s et de chef·fe·s d'entreprise sur le terrain pour obtenir des informations utiles.
Organisation internationale du travail	Soutient la réalisation d'enquêtes d'évaluation de l'impact de la COVID-19, avec des lignes directrices et un modèle.
Observatoire de données du Partenariat des Nations unies pour l'action en faveur d'une économie verte (PAGE)	Suit les impacts socio-économiques et sanitaires, les réponses politiques et évalue les domaines d'intervention potentiels pour la relance verte dans les pays du PAGE.

Évaluations sectorielles

Agence internationale de l'énergie : hub COVID-19	Cette page présente les recherches et analyses de l'AIE concernant une relance verte dans le secteur de l'énergie.
Organisation mondiale du commerce : la COVID-19 et le commerce mondial	Fournit des informations liées au commerce, notamment des notifications pertinentes par des membres de l'OMC, l'impact que le virus a eu sur les exportations et les importations et comment les activités de l'OMC ont été affectées.
CNUCED : centre de réponse à la COVID-19	La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) surveille les effets de la pandémie sur l'industrie manufacturière, le commerce, les investissements directs étrangers et la croissance économique.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture : laboratoire de données COVID-19	Le laboratoire de données (Data Lab) a développé un nouvel ensemble d'outils afin de faciliter l'analyse de la manière dont la COVID-19 affecte les chaînes de valeur alimentaires et la sécurité alimentaire dans le monde.
Organisation mondiale du tourisme des Nations unies : le tableau de bord du tourisme	Le tableau de bord des données touristiques de l'OMT fournit des statistiques et des informations concernant les indicateurs clés sur les flux touristiques entrants et sortants aux niveaux mondial, régional et national.

Évaluations des impacts sur la nature et le climat

Impact de la COVID-19 sur l'action contre les changements climatiques	Le Climate Action Tracker évalue l'impact des mesures politiques sur la progression vers la réalisation des objectifs climatiques.
Document de l'Agence fédérale pour l'environnement (Allemagne)	Approches pour une réorientation substantielle de la politique internationale en matière d'environnement et de durabilité.
Réseau environnement de Genève sur la COVID-19 et l'environnement	Cette page cherche à répertorier les informations, recherches, données et/ou communiqués de presse pertinents publiés par les partenaires du Réseau environnement de Genève à Genève et par d'autres institutions dans le monde.

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn

Friedrich-Ebert-Allee 40
53133 Bonn, Allemagne
T +49 228 4460-0
F +49 228 4460-1766

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5
65760 Eschborn, Allemagne
T +49 61 96 79-0
F +49 61 96 79-1115

E info@giz.de
I www.giz.de